



janvier 2011

Partout des luttes à La Poste:

2011 : l'année de leur convergence pour inverser le processus de privatisation ?

Les luttes font boule de neige à La Poste dans toute la France !

Rien que depuis le 1^{er} janvier 2011, nous avons recensé toutes ces batailles locales contre la même politique de la direction :

Cela fait deux mois que les facteurs du LAUZET dans les Alpes-de-Haute-Provence sont en grève. Ils refusent la délocalisation de leur bureau à Barcelonnette, ce qui représenterait pour eux 11.000 km de transport supplémentaires par an ! La mobilisation s'étend contre la désertification rurale.

Dans le 2^{ème} arrondissement de MARSEILLE, les 53 facteurs poursuivent leur grève, à 100%, depuis presque 100 jours contre le recours à l'intérim pour combler les tournées à découvert, pour l'emploi stable. Là aussi, ils sont de plus en plus soutenus.

A ESBLY, en Seine-et-Marne, au bout de 6 jours de grève, les facteurs ont gagné l'embauche d'un CDI et la titularisation d'un CDD.

A PLOZEVET dans le Finistère, la grève dure depuis 30 jours pour le maintien des horaires d'ouverture du bureau. La mobilisation des usagers avec les postiers est constante.

A NANTES-DOULON, grève le 11 janvier contre la suppression de plusieurs guichets « toutes opérations » dans le cadre de la restructuration du bureau.

A RENNES la grève s'étend contre l'ouverture des bureaux le samedi après-midi sans personnel supplémentaire.

A AUXERRE, 16^{ème} jour de grève contre la suppression de 4 tournées sur 42 au CDIS.

Etc. dans les Pyrénées-Orientales, les Côtes-d'Armor...

A entendre le débat politique dominant, tout ce qui compte, c'est la préparation des élections de 2012, les primaires dans les différents camps. **Alors 2011, une année blanche politiquement ?**

Non, sûrement pas ! Salariés, nous ne pouvons pas nous permettre de patienter dans l'illusion d'un changement qui viendrait tout seul, comme ça, par les urnes. La dégradation de nos salaires, de nos conditions de travail, de logement a dépassé le stade du supportable. Et pendant ce temps, on annonce le retour des profits record pour les entreprises du CAC40.

D'ailleurs, pour le pouvoir, 2011 n'a rien d'une année d'attente.

Dans ses vœux, même si c'est sur un ton plus humble que d'habitude (la bataille des retraites est récente), Sarkozy a annoncé la couleur. Son gouvernement compte accélérer encore sa politique de casse économique et sociale : une fiscalité encore plus injuste, de nouvelles aides aux licenciés, une loi sur la « dépendance » pour ponctionner les salariés et les retraités, la poursuite des privatisations, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans le secteur public...

Tout cela au nom des « déficits » que sa politique fabrique elle-même, de l'Europe du capital et de son euro.

Il y a à peine quelques semaines, la mobilisation pour la défense des retraites a montré que des forces considérables existent pour mettre en échec la politique au service du patronat.

A LA POSTE AUSSI, le rapport de force existe pour stopper le processus de privatisation et commencer à l'inverser.

Chaque semaine, dans des dizaines d'endroits en France, des postiers font grève contre les restructurations. Cela ne se dément pas, au contraire, depuis le 1^{er} janvier 2011, à Auxerre, à Marseille, dans le Finistère ou dans les Alpes-de-Haute-Provence...

Le soutien des usagers vient presque naturellement. La défense de La Poste, dans toutes ses branches, est un point de convergence des luttes à la mesure de ce que représente notre service public pour le pays.

.../...

On l'a vécu en 2009 avec les pétitions de masse contre la loi antipostale. Maintenant tout le monde peut constater que les 2,7 milliards d'euros d'apport d'argent public, qui ont servi de prétexte au changement de statut, vont servir à supprimer des emplois, à racheter et renflouer des banques privées, à continuer de faire de la Banque postale une banque aussi pourrie que les autres.

Retraite, Poste : la question essentielle, c'est celle de la perspective politique.

Nous disons que **le changement proviendra du rassemblement dans les luttes et non de combinaisons pour une alternance en 2012.** Parallèlement, il faut **sortir du consensus des forces de l'alternance et mettre en avant des propositions de rupture.**

Non à la soi-disant fatalité de l'allongement de la durée de cotisation !

Non à la soi-disant fatalité des directives européennes de mise en concurrence (théoriquement complète pour les activités postales depuis le 1^{er} janvier) et de marchandisation des activités de service public.

Oui à la défense, pied à pied, à la reconquête du monopole public, du statut des entreprises publiques et des salariés !

L'explosion de la souffrance au travail à La Poste est directement liée à ce processus de privatisation, à la recherche de l'exploitation maximale du salarié, à une politique du personnel visant à éradiquer l'esprit de service public de notre entreprise.

Les patrons savent ce qu'ils font. Ils cherchent à développer la résignation, le repli sur soi.

La lutte collective devient une question vitale.

Bonne année !

En mai 2010, LES MEDECINS DE PREVENTION DE LA POSTE ALERTENT sur la dégradation « alarmante » de la santé des postiers directement en lien avec la stratégie de l'entreprise.

Extraits :

« Mal être au travail à tous les niveaux », « situation d'épuisement physique et psychique », « très forte augmentation des accidents du travail et maladies professionnelles », « mal être au travail touchant tous les niveaux opérationnels », des « suicides ou des tentatives de suicide » à tous les niveaux « dont on peut penser qu'ils sont exclusivement liés à des situations de vie professionnelle », ... : **le constat des médecins de prévention de La Poste est**

accablant.

« Très forte pression commerciale », « Organisations du travail virtuelles », « horaires supplémentaires non rémunérés », « pressions » pour faire partir les agents, « communication de l'entreprise trouble et à deux vitesses », ... : **le diagnostic est tout aussi accablant.**

Suit de la part des médecins une série de recommandations pour la surveillance médicale des personnels, en particulier l'exigence de « moyens matériels et humains » pour la médecine du travail, dont la pénurie actuelle est une « forme d'entrave à leur exercice professionnel », le respect de l'indépendance des médecins du travail, qui « n'est plus assurée à La Poste ». Ils souli-

gnent l'importance de « leur rôle d'alerte, grâce à leur expérience de terrain, leur sens clinique, leur lien privilégié avec les agents qu'ils ont à charge ».

REPONSE DU GOUVERNEMENT: tenter de casser la médecine du travail, d'aggraver la pénurie de médecins, de leur substituer des personnels non qualifiés et non protégés, de les placer sous la tutelle directe des patrons, de réduire et dénaturer leur mission.

Le Conseil constitutionnel a annulé cette partie de la loi Woerth mais elle risque de revenir. Postiers, nous sommes pleinement concernés par la défense de la médecine du travail.

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENVOYER A PCF ,